



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 60.663/2
du 12 janvier 2017

sur

un projet d'arrêté royal 'portant
exécution de l'article 43^{ter}, § 7
des lois sur l'emploi des
langues en matière
administrative, coordonnées le
18 juillet 1966'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 60.663/2
van 12 januari 2017

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot uitvoering van
artikel 43^{ter}, § 7 van de wetten
op het gebruik van de talen in
bestuurszaken, gecoördineerd
op 18 juli 1966'

Le 14 décembre 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant exécution de l'article 43^{ter}, § 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 12 janvier 2017. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Baptiste LEVAUX, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 janvier 2017.

*

Op 14 december 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot uitvoering van artikel 43^{ter}, § 7 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 12 januari 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Christian BEHRENDT assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Baptiste LEVAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 januari 2017.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Plusieurs dispositions du projet, dont notamment les articles 6, 7 et 10, ont pour objet le statut des agents de l'État.

Pour cette raison l'article 107 de la Constitution doit faire l'objet d'un visa dans un alinéa 1^{er} nouveau.

2. Il résulte de l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative' que le projet examiné, qui a été et doit être délibéré en Conseil des ministres, doit en principe faire l'objet d'une analyse d'impact.

L'auteur du projet est toutefois dispensé de l'accomplissement de cette formalité car le texte à l'examen concerne « l'autorégulation de l'autorité fédérale »¹.

Le préambule sera donc complété afin de mentionner cette dispense conformément à l'article 10 de l'arrêté royal du 21 décembre 2013 'portant exécution du titre 2, chapitre 2 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative'.

3. Il y a lieu d'inverser l'ordre des alinéas relatifs à l'avis du Conseil d'État et de la Commission permanente de contrôle linguistique.

DISPOSITIF

Article 3

Dès lors que l'article 10*bis* en projet se limite à reproduire, partiellement, les termes de l'article 43*ter*, § 7, alinéas 1^{er} et 3, des lois coordonnées du 18 juillet 1966 'sur l'emploi des langues en matière administrative' (ci-après : « les lois coordonnées »), il sera omis.

¹ Article 8, § 1^{er}, 4°, de la loi du 15 décembre 2013.

En effet, d'une part, il est inutile et, d'autre part, la reproduction de dispositions d'une norme hiérarchiquement supérieure peut prêter à confusion en ce qui concerne la nature précise de la règle et peut plus particulièrement conduire à ce que l'on perde de vue ultérieurement que son auteur n'est pas compétent pour modifier la disposition concernée ².

L'article 10^{ter}, devenant 10^{bis}, sera alors complété dans la phrase liminaire de son alinéa 1^{er} pour se référer à l'examen linguistique visé à l'article 43^{ter}, § 7, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées du 18 juillet 1966.

Article 4

1. À l'article 11^{bis}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet, il n'est pas admissible de faire porter l'examen, qui doit conserver sa finalité d'examen linguistique, sur la portée du vocabulaire administratif et juridique.

Les mots « et sa portée » seront omis.

2. L'article 11^{ter}, § 1^{er}³, alinéa 2, 6°, en projet prévoit que les agents qui exercent des fonctions assurant l'unité de jurisprudence sont, notamment, ceux qui exercent « toute fonction fixée par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres sur proposition du président du comité de direction ».

Ce faisant, le texte complète l'habilitation au Roi agissant par arrêté délibéré en Conseil des ministres, qui figure dans la loi, par l'exigence d'une proposition du président du comité de direction.

Il n'est en principe pas admissible que l'autorité politique se lie par l'exigence d'une proposition, même si elle émane d'un haut fonctionnaire.

En effet, l'exigence d'une proposition empêcherait le Roi de compléter la liste des agents considérés comme exerçant des fonctions assurant l'unité de jurisprudence dans l'hypothèse où le président du comité de direction s'abstient de toute proposition ou dans celle où le Conseil des ministres souhaite mentionner un agent autre que celui qui fait l'objet de la proposition.

Le 6° sera omis, sauf à remplacer les mots « sur proposition » par les mots « après avis ».

En outre, le 6°, s'il est maintenu, sera complété *in limine* par les mots « ceux qui exercent ».

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetatbe, onglet « Technique législative », recommandation n° 80.

³ En l'absence d'autre paragraphe, la mention « § 1^{er} » doit être omise.

Article 6

L'article 6 ajoute dans l'article 20, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 'relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation' une cinquième hypothèse dans laquelle le mandat de management prend fin de plein droit.

L'hypothèse en question est celle où le titulaire de la fonction n'apporte pas la preuve de la connaissance de l'autre langue visée à l'article 43^{ter}, § 7, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées. Le cas où la preuve de la connaissance de la deuxième langue visée à l'article 43^{ter}, § 7, alinéa 5, des lois coordonnées, lorsque cette connaissance est exigée, n'est pas apportée, n'est, par contre, pas envisagé dans le projet.

Cependant, l'article 23^{bis} en projet prévoit l'indemnité de départ pour le cas, notamment, du titulaire de mandat qui n'a pas apporté la preuve de la connaissance de la langue mentionnée à cet alinéa 5.

Interrogé à cet égard, le délégué a convenu qu'il s'agissait d'un oubli à l'article 6 du projet, lequel doit être complété afin de prendre en compte également ce cas.

Le projet sera modifié en ce sens.

Il en ira de même de l'article 8 du projet.

Article 7

1. Dans la mesure où l'article 23^{bis} en projet a trait à l'indemnité de départ, il sera mieux placé à la suite de l'article 21 de l'arrêté royal du 29 octobre 2001.

En conséquence, il sera renuméroté « 21^{bis} ».

Il en ira de même pour l'article 9 du projet, qui insère un article 22^{bis} dans l'arrêté royal du 2 octobre 2002 'relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation'.

Cet article 22^{bis} sera donc également renuméroté « 21^{bis} ».

2. À l'article 23^{bis} (devenant 21^{bis}), alinéa 2, dernière phrase, en projet, le mot « article » sera remplacé par le mot « paragraphe ».

Il en ira de même à l'article 22^{bis} (devenant 21^{bis}), alinéa 2, en projet à l'article 9.

Articles 8, 9 et 10

Le Conseil d'État s'interroge sur le fondement juridique des articles 8, 9⁴ et 10, § 2, qui concernent les fonctions d'encadrement, dès lors qu'aux termes de l'article 43ter, § 7, alinéa 2, des lois coordonnées, l'exigence portant sur la preuve de la connaissance de la deuxième langue ne concerne que les fonctions de management, lesquelles sont réglées par un autre arrêté royal, à savoir celui du 29 octobre 2001⁵, que celui portant sur les fonctions d'encadrement⁶, modifié par les articles 8 et 9 du projet.

La référence faite par le paragraphe 3 du même article 43ter des lois coordonnées à l'existence d'emplois équivalents à des fonctions de management ne paraît pas répondre à ces difficultés.

En effet, l'exposé des motifs du projet devenu la loi du 12 juin 2002 'modifiant les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966', qui a inséré l'article 43ter dans les lois coordonnées, fait état de ce qui suit :

« Il convient tout d'abord de remarquer que l'obligation du bilinguisme fonctionnel est uniquement imposée aux titulaires d'une fonction de management. Cette obligation est justifiée par la constatation que l'évaluation de collaborateurs est inhérente à la fonction de gestion ; la fonction de management implique plus que simplement 'évaluer' : gérer, diriger, coordonner, coacher, etc. Les autres agents ne doivent fournir la preuve de la connaissance fonctionnelle ainsi requise que lorsqu'ils sont appelés, en raison de leur fonction et de leur qualité, à évaluer des agents de l'autre rôle linguistique et désirent également le faire eux-mêmes directement et en personne. C'est pourquoi, il ne s'agit pas d'une obligation précisément parce que ces évaluateurs n'exercent pas (encore) une fonction de management.

Toutefois, s'ils n'ont pas fourni la preuve de la connaissance ainsi exigée de l'autre langue, il leur est adjoint un évaluateur qui appartient au rôle linguistique de l'évalué et qui a fourni la preuve de la connaissance fonctionnelle requise.

Les membres du personnel qui doivent assurer, dans le cadre de leurs fonctions, l'unité de la jurisprudence, à savoir le traitement égal des dossiers français et néerlandais, devront également prouver, outre la connaissance exigée pour l'évaluation, même s'ils ne sont pas évaluateurs eux-mêmes, la connaissance du vocabulaire administratif et juridique dans la deuxième langue. Cette connaissance linguistique doit être prouvée au préalable. En d'autres termes, il s'agit d'une condition d'accès à l'emploi correspondant à cette fonction.

Ces exigences de connaissance linguistique entrent en vigueur à la date fixée par arrêté délibéré en Conseil des Ministres. Jusqu'à l'entrée en vigueur de cette exigence l'examen visé à l'article 43, § 3, alinéa 3 vaut comme preuve de la connaissance de la deuxième langue requise pour l'évaluation et l'unité de jurisprudence ».

⁴ C'est par erreur que la phrase liminaire de l'article 9 place l'article 22bis dans la 'sous-section première'.

⁵ Arrêté royal du 29 octobre 2001 'relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation'.

⁶ Arrêté royal du 2 octobre 2002 'relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation'.

Article 10

L'article 10, § 1^{er}, prévoit, à titre transitoire, le cas des titulaires de fonction de management qui sont en service au moment de l'entrée en vigueur du projet. Ceux-ci disposent de trente mois pour réussir l'examen linguistique. L'alinéa 2 de ce paragraphe prévoit le montant de l'indemnité selon qu'il est mis fin au mandat dans les deux premières années ou dans les quatre suivantes.

Interrogé quant à la cohérence de ce texte qui prévoit que le titulaire de fonction serait dans ses deux premières années de mandat alors qu'il dispose de deux ans et demi pour réussir l'examen à partir de l'entrée en vigueur du projet, le délégué a répondu comme suit :

« Inderdaad. Initieel was 6 maand voorzien als overgangstermijn. Nu is dit 30 maand. De overgangstermijn werd in de tekst aangepast maar art. 10 werd niet aangepast.

Het 1ste geval is in de huidige overgangstermijn (30 maand) niet meer mogelijk. Met andere woorden zowel in art. 10, § 1, 2 enkel en alleen zes maal de beëindigingsvergoeding. We passen dit aan ».

Le texte sera modifié en ce sens.

Article 12

1. Il résulte de l'article 12 que l'arrêté entrera immédiatement en vigueur, le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

À moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires', il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

2. À l'alinéa 2, il faut écrire « L'article 43^{ter}, § 7, ... (la suite comme au projet) ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Verscheidene bepalingen van het ontwerp, inzonderheid de artikelen 6, 7 en 10, hebben betrekking op het statuut van de rijksambtenaren.

Daarom moet artikel 107 van de Grondwet in de vorm van een aanhefverwijzing worden vermeld in een nieuw eerste lid.

2. Uit artikel 6, § 1, van de wet van 15 december 2013 ‘houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’ volgt dat het voorliggende ontwerp, waarover in de Ministerraad overleg is en moet worden gepleegd, in principe aanleiding moet geven tot een impactanalyse.

De steller van het ontwerp is echter vrijgesteld van het vervullen van dat vormvereiste, omdat de voorliggende tekst betrekking heeft op de “autoregulering van de federale overheid”.¹

De aanhef moet dus worden aangevuld met de vermelding van die vrijstelling, overeenkomstig artikel 10 van het koninklijk besluit van 21 december 2013 ‘houdende uitvoering van titel 2, hoofdstuk 2, van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’.

3. Het lid waarin wordt verwezen naar het advies van de Raad van State en het lid betreffende het advies van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht dienen onderling van plaats te worden verwisseld.

¹ Artikel 8, § 1, 4°, van de wet van 15 december 2013.

DISPOSITIEF

Artikel 3

Aangezien het ontworpen artikel 10*bis* niets meer is dan een gedeeltelijke weergave van de bewoordingen van artikel 43*ter*, § 7, eerste en derde lid, van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 ‘op het gebruik van de talen in bestuurszaken’ (hierna “de gecoördineerde wetten” genoemd), dient die ontworpen bepaling te worden weggelaten.

Immers, enerzijds is die ontworpen bepaling overbodig en anderzijds kan het overnemen van bepalingen van een hogere regeling verwarring doen ontstaan over de precieze aard van de regel en er inzonderheid toe leiden dat later uit het oog wordt verloren dat de steller van de regeling niet bevoegd is om de bepaling in kwestie te wijzigen.²

De inleidende zin van het eerste lid van artikel 10*ter*, dat artikel 10*bis* wordt, moet dan ook aldus aangevuld worden dat daarin verwezen wordt naar het taalexamen bedoeld in artikel 43*ter*, § 7, eerste lid, van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966.

Artikel 4

1. Wat het ontworpen artikel 11*bis*, § 1, eerste lid, betreft, kan niet aanvaard worden dat het daarin vermelde examen, dat een examen betreffende de taalkennis moet blijven, betrekking zou hebben op de draagwijdte van de administratieve en juridische woordenschat.

De woorden “en van de draagwijdte hiervan” dienen te vervallen.

2. Het ontworpen artikel 11*ter*, § 1,³ tweede lid, 6°, bepaalt dat de ambtenaren die functies uitoefenen die de eenheid in de rechtspraak verzekeren onder meer diegenen zijn die enige functie uitoefenen die “vastgesteld [is] bij koninklijk besluit, overlegd in de Ministerraad op voorstel van de voorzitter van het directiecomité”.

De in de wet vervatte machtiging aan de Koning om te handelen bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad wordt aldus bij het ontwerp aangevuld met het vereiste dat een voorstel moet worden gedaan door de voorzitter van het directiecomité.

In beginsel kan niet aanvaard worden dat de politieke overheid zich zou binden door het vereiste van een voorstel, zelfs als dat voorstel van een hoge ambtenaar zou moeten uitgaan.

² *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 80.

³ Aangezien in dat artikel geen andere paragrafen meer volgen, moet de vermelding “§ 1” worden geschrapt.

Doordat een voorstel zou moeten worden gedaan, zou de Koning immers geen namen kunnen bijschrijven op de lijst van de ambtenaren die geacht worden functies uit te oefenen die de eenheid in de rechtspraak verzekeren, ingeval de voorzitter van het directiecomité geen enkel voorstel zou doen of indien de Ministerraad daarop een andere ambtenaar zou willen vermelden dan degene die wordt voorgesteld.

De bepaling onder 6° dient te vervallen, tenzij de woorden “op voorstel” worden vervangen door de woorden “na advies”.

Indien de bepaling onder 6° behouden blijft, moet ze bovendien als volgt worden gesteld: “degenen die enige functie uitoefenen die bepaald is bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, na advies van de voorzitter van het directiecomité”.

Artikel 6

Bij artikel 6 wordt in artikel 20, § 1, van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 ‘betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten’ een vijfde geval vermeld waarin het mandaat van de houder van een managementfunctie van rechtswege eindigt.

Het geval in kwestie is dat waarin de houder van de functie niet het bewijs levert van de kennis van de andere taal bedoeld in artikel 43ter, § 7, eerste lid, van de gecoördineerde wetten. Het geval waarin niet het bewijs wordt geleverd van de kennis van de tweede taal bedoeld in artikel 43ter, § 7, vijfde lid, van de gecoördineerde wetten, wanneer die kennis vereist is, komt hier in het ontwerp echter niet ter sprake.

Het ontworpen artikel 23bis voorziet evenwel onder meer in de beëindigingsvergoeding ingeval de houder van het mandaat niet het bewijs heeft geleverd van de in dat vijfde lid vermelde taal.

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde beaamd dat men dat geval over hoofd gezien had in artikel 6 van het ontwerp, welk artikel aldus moet worden aangevuld dat ook dat geval in aanmerking wordt genomen.

Het ontwerp dient in die zin te worden gewijzigd.

Hetzelfde geldt voor artikel 8 van het ontwerp.

Artikel 7

1. Omdat het ontworpen artikel 23bis betrekking heeft op de beëindigingsvergoeding, zou het beter zijn het te laten volgen op artikel 21 van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001.

Het dient bijgevolg te worden vernummerd tot “artikel 21bis”.

Hetzelfde geldt voor artikel 9 van het ontwerp, waarbij een artikel 22*bis* wordt ingevoegd in het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 ‘betreffende de aanduiding en de uitoefening van de staffuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten’.

Dat artikel 22*bis* dient dus eveneens te worden vernummerd tot “artikel 21*bis*”.

2. In het tweede lid, laatste zin, van het ontworpen artikel 23*bis* (dat artikel 21*bis* wordt), dient het woord “artikel” te worden vervangen door het woord “paragraaf”.

Hetzelfde geldt voor het tweede lid van het ontworpen artikel 22*bis* (dat artikel 21*bis* wordt), (artikel 9 van het ontwerp).

Artikelen 8, 9 en 10

De Raad van State stelt zich vragen bij de rechtsgrond van de artikelen 8, 9⁴ en 10, § 2, die betrekking hebben op de staffuncties, aangezien naar luid van artikel 43*ter*, § 7, tweede lid, van de gecoördineerde wetten, het vereiste inzake het bewijs van de kennis van de tweede taal alleen geldt voor de managementfuncties, die door een ander koninklijk besluit, namelijk dat van 29 oktober 2001,⁵ worden geregeld dan het koninklijk besluit dat betrekking heeft op de staffuncties,⁶ dat wordt gewijzigd bij de artikelen 8 en 9 van het ontwerp.

De verwijzing, in paragraaf 3 van datzelfde artikel 43*ter* van de gecoördineerde wetten, naar het bestaan van betrekkingen die gelijkwaardig zijn aan managementfuncties lijkt die moeilijkheden niet te ondervangen.

In de memorie van toelichting bij het ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 12 juni 2002 ‘tot wijziging van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966’, waarbij artikel 43*ter* is ingevoegd in de gecoördineerde wetten, staat immers het volgende:

“Vooreerst is op te merken dat de verplichting tot functionele tweetaligheid enkel is opgelegd aan de houders van een managementfunctie. Deze verplichting wordt verantwoord door de vaststelling dat het evalueren van medewerkers inherent is aan de beheersfunctie; de managementfunctie houdt meer in dan ‘evalueren’: beheren, leiden, coördineren, coaching, etc. De overige ambtenaren moeten het bewijs van de aldus vereiste functionele kennis slechts leveren wanneer zij ingevolge hun functie en hoedanigheid geroepen zijn om ambtenaren van de andere taalrol te evalueren én dit ook zelf rechtstreeks en in persoon wensen te doen. Het betreft derhalve geen verplichting juist omdat deze evaluatoren (nog) geen managementfunctie uitoefenen.

⁴ In de inleidende zin van artikel 9 wordt artikel 22*bis* bij vergissing opgenomen in ‘onderafdeling 1’.

⁵ Koninklijk besluit van 29 oktober 2001 ‘betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten’.

⁶ Koninklijk besluit van 2 oktober 2002 ‘betreffende de aanduiding en de uitoefening van de staffuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten’.

Evenwel, hebben zij niet het bewijs geleverd van de aldus vereiste kennis van de andere taal wordt hen een evaluator toegevoegd die behoort tot de taalrol van de geëvalueerde én het bewijs heeft geleverd van de vereiste functionele kennis.

Die personeelsleden die in het kader van hun functie de eenheid in de rechtspraak namelijk de gelijkwaardige behandeling van de Nederlandstalige en Franstalige dossiers dienen te verzekeren, zullen boven op de kennis vereist voor evaluatie, zelfs zo zij zelf geen evaluator zijn, de kennis van de administratieve en juridische woordenschat in de tweede taal moeten bewijzen. Deze taalkennis moet vooraf bewezen worden met andere woorden het is een toegangsvoorwaarde voor de betrekking overeenstemmend met die functie.

Deze vereisten van functionele taalkennis treden in werking op de datum bepaald bij koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Tot de inwerkingtreding van deze vereiste, geldt het examen bedoeld in artikel 43, § 3, derde lid als bewijs van de vereiste voor taalkennis inzake evaluatie en eenheid van rechtspraak.”

Artikel 10

In artikel 10, § 1, wordt bij wijze van overgangsmaatregel het geval geregeld van de houders van een managementfunctie die in dienst zijn op het ogenblik van inwerkingtreding van het ontwerp. Zij hebben dertig maanden de tijd om voor het taalexamen te slagen. In het tweede lid van die paragraaf wordt het bedrag bepaald van de vergoeding waarin wordt voorzien al naargelang het mandaat tijdens de eerste twee jaar of tijdens de vier volgende jaren eindigt.

Om uitleg gevraagd over dit gebrek aan samenhang in het ontwerp luidens hetwelk het om de eerste twee jaar van het mandaat van de houder van de functie zou gaan, terwijl hij vanaf de inwerkingtreding van het ontwerp tweeënhalf jaar de tijd heeft om te slagen voor het examen, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Inderdaad. Initieel was 6 maand voorzien als overgangstermijn. Nu is dit 30 maand. De overgangstermijn werd in de tekst aangepast maar art. 10 werd niet aangepast.

Het 1^{ste} geval is in de huidige overgangstermijn (30 maand) niet meer mogelijk. Met andere woorden zowel in art. 10, § 1, 2 enkel en alleen zes maal de beëindigingsvergoeding. We passen dit aan.”

De tekst moet in die zin gewijzigd worden.

Artikel 12

1. Uit artikel 12 blijkt dat het besluit onmiddellijk in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding, vastgesteld bij artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’, moet in principe worden afgezien van de onmiddellijke inwerkingtreding, teneinde elkeen een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

2. In het tweede lid schrijve men “Artikel 43ter, § 7, ... (voorts zoals in het ontwerp)”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre VANDERNOOT